

**Forum de la Régulation**  
**Paris, 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2009, MSE & EHESS**

Financement des dépenses sociales et sorties de crise en longue période :  
de la conditionnalité de la croissance au conflit de régulation ?

Sandrine MICHEL  
LASER – Université Montpellier 1  
Sandrine.Michel@univ-montp1.fr

En économie, les "dépenses sociales" ne sont un objet ni universel<sup>1</sup>, ni immédiat. Les approches standards leur préfèrent des analyses en termes de prélèvements et de transferts, leur associant des pertes nettes de bien-être pour la collectivité ou un affaiblissement de la croissance. Le consentement économique à ces pertes d'efficacité s'y explique par les gains durables acquis en termes d'équité. Mais, le vieillissement actuel de la population (Guillemard 2003), l'intensification de la concurrence fiscale et sociale liée à la mondialisation (Le Cacheux 2000) et le ralentissement de la croissance des revenus (Razin & Sadka 2005<sup>2</sup>) expliquent à la fois une croissance insoutenable des coûts sociaux et la tendance croissante à l'iniquité de ces dépenses. Dès lors, la mise en cause de l'Etat Providence est à l'ordre du jour. La protection procurée par le système social, une fois de plus vérifiée dans le retournement financier de 2008 de la crise structurelle, ne suffit pas à en différer les réformes structurelles (Cotis 2009).

D'autres travaux s'intéressent à la compréhension de leur mode de développement historique. Les résultats obtenus diffèrent sensiblement. Les dépenses sociales y sont conçues comme des "infrastructures de la formation du capital humain<sup>3</sup>" et insistent donc à ce titre sur leurs effets structurels positifs. Deux aspects retiennent ici l'attention (Lindert 2004). Tout d'abord, le développement des dépenses sociales découle de l'accroissement de la participation politique dans les sociétés qui les mettent en place. Ensuite, démonstration est faite du coût nul de ces dépenses en termes de croissance économique. Elles permettent en effet d'accroître la productivité du travail (éducation, santé, logement...) tout en retirant du système productif les travailleurs les moins efficaces (retraite, chômage...). Les dépenses sociales apparaissent donc comme un soutien à la production et à l'accumulation et le coût du déclin du système de redistribution peut donc légitimement être posé (Atkinson 2005).

Les enjeux de ces approches ne nous semblent pas résider dans le pour ou contre l'Etat-Providence. Le second groupe de travaux ouvre en effet sur d'autres questions. A travers une analyse historique des dépenses sociales, limitée pour l'instant au cas français, l'objet de cette communication est de comprendre comment le développement de ces dépenses, et donc une extension du système de redistribution, constituent une opportunité productive permettant de renouer avec une croissance économique plus efficace. Cette proposition repose sur la mise en

---

<sup>1</sup> L'existence de dépenses sociales serait liée à la capacité de les financer et par conséquent à un certain niveau de développement. Par ailleurs, comme l'organisation institutionnelle des dépenses sociales relève de la nation, ces dernières renverraient aux pays riches, qui peuvent se les payer, et aux pays pauvres qui n'en ont pas les capacités (Zagha et alii 2006).

<sup>2</sup> Cet ouvrage reprend les 3 arguments.

<sup>3</sup> J'emprunte cette expression à Anne E. C. McCants, Associate Professor of History, Massachusetts Institute of Technology au cours de la revue qu'elle a faite de l'ouvrage de Lindert (2004) *Growing public*.

évidence d'une transition d'un modèle historique de contribution de ces dépenses à la croissance économique à un autre à partir de la fin de la seconde guerre mondiale. Une analyse de leurs financements indique que dès les années 1880, la spécificité du développement des dépenses sociales tient à leur utilisation particulière par les entreprises. Celles-ci les utilisent pour répondre à des besoins spécifiques, propres aux différentes conjonctures longues, permettant de rétablir la dynamique de l'accumulation. Ce faisant, les dépenses sociales intègrent le rapport de production au sein duquel elles développent un fonctionnement spécifique. Cette communication vise à expliquer le blocage actuel de leur contribution comme le résultat d'une indétermination qu'elles installent dans le fonctionnement du rapport de production et que le mode de régulation ne parvient pas à arbitrer.

## **1 – Développement des dépenses sociales et croissance économique de longue période : deux modèles historiques pour un changement économique**

Les séries longues de dépenses sociales mobilisées dans ce travail concernent la protection de la vieillesse, la santé et l'éducation. Nombre d'observations "sectorielles" concernant les dépenses sociales indiquent que leur croissance est périodique : elles constituent un élément de sortie des longues phases de dépression des cycles longs jusqu'en 1945. Après cette date, leur croissance est pro-cyclique. Nous utilisons cette double caractéristique pour construire un indicateur composite dit de *développement des hommes*<sup>4</sup>. Ce dernier rend compte, conceptuellement, du fonctionnement unitaire de ces dépenses : les progrès périodiques de l'indicateur montrent que les dépenses sociales s'adaptent dans les phases de correction du rapport de production capitaliste dont elles deviennent une composante structurelle. Par hypothèse, ce changement explique le passage de la contra-cyclicité à la pro-cyclicité de leur conjoncture (1).

Cette composante structurelle n'a aucune raison a priori d'avoir une forme stable dans le temps puisqu'elle répond à des blocages spécifiques. Cela nous conduit à envisager les types de solutions financières qui prévalent dans le temps long. Ces dernières varient historiquement selon les contradictions que les dépenses sociales règlent dans le processus de sortie de crise. Dans cette optique, la dynamique des financements des dépenses sociales renvoie davantage à un mode d'organisation de la production, et à la reconnaissance de leur caractère de plus en plus productif, plutôt qu'à une question de répartition (2).

### **11 - Des fluctuations des dépenses sociales à l'indicateur de *développement des hommes* (Michel & Vallade 2007)**

Pour repérer le rythme de croissance des dépenses sociales sous revue, et donc rompre avec l'idée de leur développement aléatoire, il convient de poser explicitement une position méthodologique. Ces séries ont été constituées en référence à des résultats issus d'une analyse cyclique de la conjoncture économique de l'économie française sur deux siècles. Les travaux

---

<sup>4</sup> Cet indicateur sous-estime la masse des dépenses sociales puisque des dépenses telles que les allocations chômage, les prestations familiales et les dépenses sociales pour le logement ne sont pas prises en compte. En 2007, il représente 29 % du PIB total (contre 43,1 % du PIB pour les dépenses sociales au sens de la comptabilité nationale). Mais, tel qu'il est construit, l'indicateur est homogène sur la longue période et les dépenses sociales qu'il retrace sont disponibles pour la période 1850-2007. Elles sont mesurées à partir des dépenses globales, publiques et privées, qui leur sont consacrées annuellement. La méthodologie utilisée dans la constitution de ces séries est l'histoire quantitative qui fournit une information qualitativement homogène, continue et vérifiable à partir d'un cadre comptable qui autorise la confrontation des différentes variables (Marczewski 1961, Dérosières 2003; Asselain 2007).

qui en sont à l'origine montrent, tout à la fois, une contribution originale de ces trois composantes aux fluctuations du produit national et tendent à dégager leurs mouvements propres (Fontvieille 1990, Shilling 1995, Reimat 1996, Domin 1998, Carry 1999).

Nous retenons une définition générique du cycle comme un phénomène associant des persistances typées et des mouvements de déviations d'agrégats économiques par rapport à leur tendance. Cette définition nous permet, à partir de l'extraction des trends, de mettre à jour des faits stylisés par calculs des moments d'ordre un et deux des fluctuations des séries considérées.

Entre 1850 et 2007, le développement des trois composantes des dépenses sociales est analysé relativement à celui du PIB marchand en volume (Annexe 1) afin d'éviter des biais issus d'auto corrélation entre les variables, à partir de la périodisation suivante:

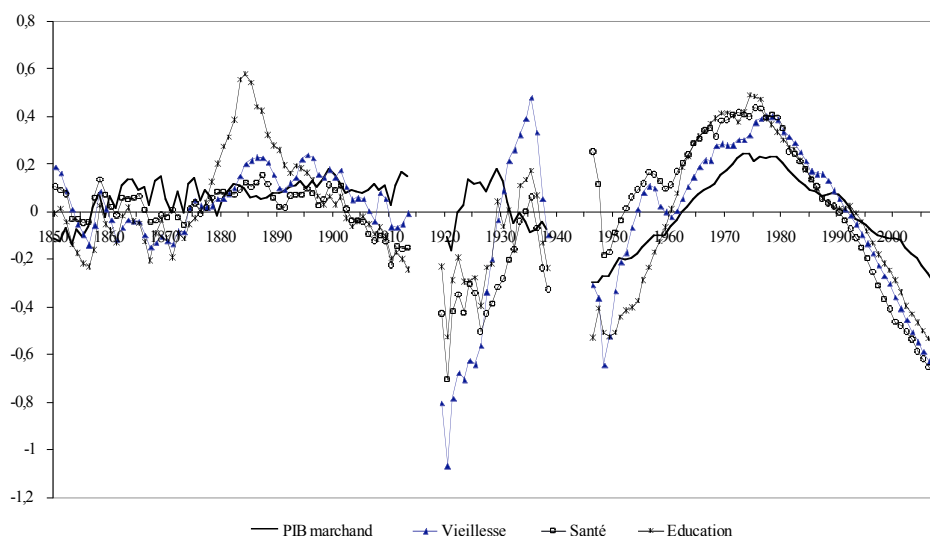
Tableau 1 - Les cycles longs de la production

2 <sup>nd</sup> cycle Kondratieff		3 <sup>ème</sup> cycle Kondratieff		4 <sup>ème</sup> cycle Kondratieff	
A(crois accélérée)	B(crois ralentie)	A	B	A	B
1850-1868	1870-1889	1894-1913*	1920-1938*	1946-1969	1970-?

Sources : Fontvieille (1976) p. 173 : périodisation fondée sur le produit physique. La série actualisée du PIB que nous utilisons (Toutain 1987 et 1997), prolongée jusqu'en 2007, permet d'améliorer cette périodisation.

\*Nous rangeant aux arguments de Marchand & Thélot (1997 : 12-15), nous excluons les guerres de la périodisation.

Graphique 1 – Synthèse des fluctuations des 3 composantes et du PIB marchand – Ecarts à la tendance – 1850-2007



Le développement de chacune des dépenses sociales retenue partage les caractéristiques suivantes :

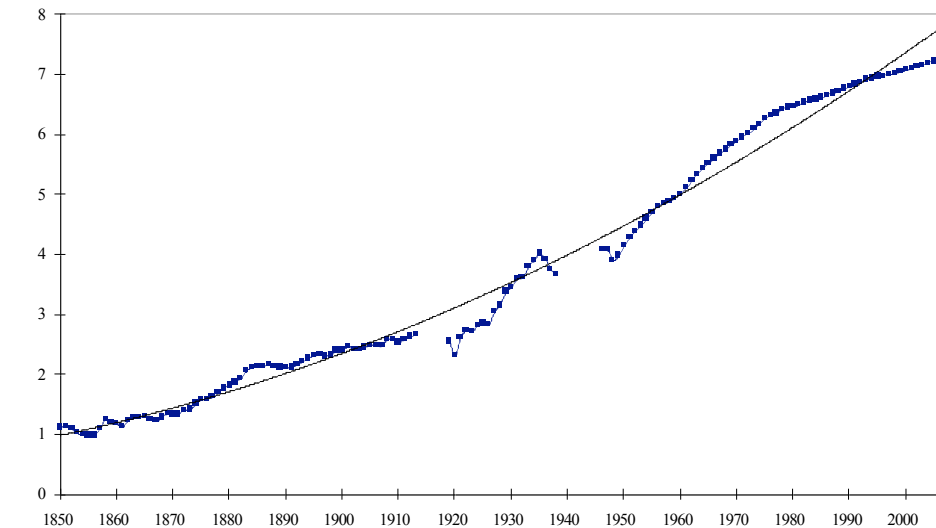
- Du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'en 1945, les phases de croissance de ces dépenses correspondent aux phases de dépression de la croissance économique. C'est donc dans les causes des blocages de la croissance qu'il faut a priori rechercher la justification de leur expansion. Il a été montré que les fluctuations du produit s'expliquent par la perte d'efficacité du rapport de production et son aptitude décroissante à rémunérer correctement un capital en voie de suraccumulation. C'est dans les tâtonnements techniques, liés aux innovations, et sociaux, liés à l'augmentation du taux d'exploitation et donc à la dégradation des salaires et des conditions de travail, que des rapports de production rénovés se mettent en place (Fontvieille 1986 ; Boccara 1988-

1989). Le développement des dépenses sociales constituerait donc un élément endogène du processus de régulation, élément qui serait démontré par sa reproduction périodique sur plusieurs variables représentant des dépenses socialisées.

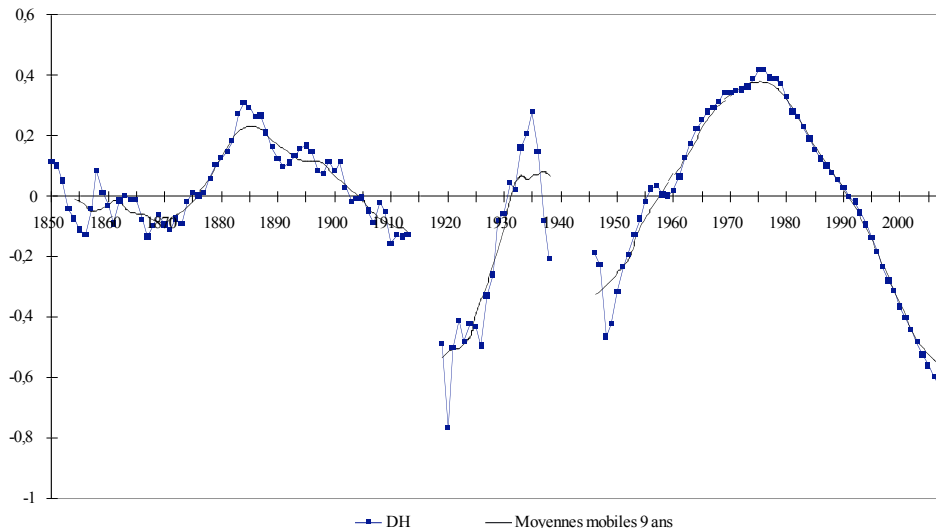
- Le passage de la contra-cyclicité à la pro-cyclicité à partir de 1945 est également commun aux trois dépenses sociales envisagées. Ce mouvement suggère un changement de la fonction de ces dépenses par rapport à la croissance et, par-là même, une transformation du processus de régulation.
- Enfin, les trois composantes connaissent, dans des proportions et pour des temps différents, une croissance en palier : lorsque la croissance économique est durablement relancée, les dépenses sociales se stabilisent à peu près aux niveaux qu'elles ont atteints à la fin de la phase de dépression précédente.

Nous considérons que les caractéristiques communes partagées par cet ensemble de dépenses sociales sont suffisamment étayées et convergentes pour les combiner. L'indicateur du *développement des hommes* procède de l'agrégation des trois dépenses sociales étudiées jusqu'ici.

Graphique 2 – **Indicateur de *développement des hommes* en millions de nouveau francs constants (ln) – 1850-2007**



**Ecart à la tendance**



Le principal élément nous autorisant cette agrégation est la contribution décentralisée de ces dépenses à une fonction, celle du développement périodique du travail vivant dans le rapport de production, lorsque ce dernier fait l'objet d'un dérèglement structurel altérant – bloquant – le jeu du régulateur central, le taux de profit.

Par ailleurs, l'indicateur dit de *développement des hommes* est susceptible de représenter un phénomène plus large que la somme des composantes. Il vise en effet à rendre compte, conceptuellement, du fonctionnement unitaire de ces dépenses : les progrès périodiques de l'indicateur montrent que les dépenses sociales s'adaptent dans les phases de correction du rapport de production capitaliste dont elles deviennent ainsi une composante structurelle.

Du point de vue économique, cet indicateur fait bien entendu écho aux repérages des consommations collectives qui se sont développées avec le salariat (Grevet 1976, Aglietta 1997). Elles prennent en charge des besoins dont la satisfaction n'est pas directement nécessaire à la production tout en conditionnant la productivité apparente du travail. Leur nature explique qu'elles se développent à côté de la rémunération directe du travail, le salaire, et dans des formes propres qui échappent à une détermination strictement marchande.

Nous proposons de considérer que les dépenses constitutives du *développement des hommes* participent à la dualisation du rapport salarial, c'est-à-dire de la composante humaine du rapport de production avec d'un côté, le salaire, et de l'autre, des dépenses pour le *développement des hommes*. Cette proposition procède d'une relecture des travaux régulationnistes sur le rapport salarial au sein desquels nous distinguons deux périodes (Michel 1999a ; Michel & Vallade 2007).

Tableau 2 - **Dépenses sociales et rapport salarial**

Phase 1 : milieu des années 1970 – début des années 1990 Les dépenses sociales dans l'organisation du rapport salarial : une dualité esquissée	
Régulation institutionnelle	Régulation systémique
<p><b>1 - Rapport salarial concurrentiel : (19<sup>ème</sup> siècle jusque crise de l'entre-deux-guerres)</b></p> <p>L'achat et la vente de la force de travail sont déterminés par les conditions fluctuantes de l'accumulation extensive : le niveau de l'emploi et le taux de salaire sont des variables d'ajustement. Le salaire, expression instable des conditions de reproduction de la force de travail, est un coût perpétuellement combattu dans le régime d'accumulation (Boyer 1979).  <b>→ pas de consommations collectives</b></p> <p><b>2 - Le rapport salarial monopoliste : (se généralise depuis la fin de la 2GM jusqu'à ?)</b></p> <p>Les éléments de reproduction de la force de travail sont intégrés dans le circuit du capital. Ce rapport salarial repose en effet sur la généralisation d'une reproduction de la force de travail basée sur une</p>	<p>1 – Développement contra-cyclique des DS (du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'en 1945)</p> <p><b>→ DS = correction des blocages de la croissance.</b>  <b>La croissance des dépenses sociales est généralement expliquée par la nécessité de corriger le retard dont est l'objet le travail vivant dans le rapport de production.</b> La correction permet alors à celui-ci de renouer avec un niveau d'efficacité que les difficultés du taux de profit ont fini par déséquilibrer (Fontvieille 1976).</p> <p>2 - Cette relation s'inverse après la seconde guerre mondiale et tend, dès lors, à la pro-cyclicité.</p> <p><b>DS = moteur de la croissance?</b></p>

<p>double norme de consommation : une consommation privée marchande la plus étendue possible et sur des consommations collectives, basées sur le salaire différé (santé et retraites). (Aglietta 1997, Boyer 1979)</p> <p><b>→ la partition de la consommation fonde une dualité dans le rapport salarial</b></p> <p>Dynamique (régulation des consommations collectives) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Echec de la marchandisation des consommations collectives (Billaudot et alii 1979), (Lorenzi et alii 1980).</li> <li>- Les consommations collectives (étendues à l'éducation) génèrent une différenciation des individus, encadrée par une normalisation étatique qui assure la cohésion sociale mais dans un processus politique (Delorme &amp; André 1983 ; Aglietta &amp; Brender 1984).</li> <li>- En phase de difficultés, les dépenses entrant dans le salaire différé contribuent à détériorer la rentabilité du capital et constituent, à ce titre, un facteur de blocage de l'accumulation du capital (Mazier et alii 1993).</li> </ul>	<p>Des travaux ultérieurs sur la qualité du travail (Fontvieille 1990 ; Fontvieille &amp; Michel 2002) élargissent la perspective en montrant que ces dépenses excèdent les seules dépenses publiques et surtout peuvent être analysées comme une composante à part entière du rapport de production.</p> <p>* Ce passage d'un développement contra-cyclique à un développement pro-cyclique des dépenses pour les hommes a été interprété par le mouvement long lui-même : à la réversibilité de ce dernier est associée l'irréversibilité des transformations de la structure économique pour sortir de la phase de dépression et donc rétablir une croissance vertueuse.</p>
<p><b>Apports :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les consommations collectives sont intégrées dans le circuit du capital et participent à l'extension ou au blocage de l'accumulation</li> <li>2. Les consommations collectives obéissent à une régulation politique</li> </ol>	
<p>Phase 2 : Des années 1990 à aujourd'hui Les dépenses sociales dans la réorganisation du rapport salarial : de la dualité à une frontière du rapport salarial ?</p>	
<p>La durée de l'actuelle phase de dépression, la généralisation de la flexibilité et de l'insécurité de l'emploi se sont traduites par de nouvelles recherches régulationnistes.</p>	
<p>Concernent une extension du droit du travail pour réconcilier flexibilité et sécurité (Aglietta 1999, Boyer 2001, 2002, 2006).</p>	<p>Concernent un renouvellement des notions de plein emploi et de pleine activité fondé sur une sécurisation des trajectoires professionnelles en lissant la discontinuité de l'emploi et en assurant une stabilité des revenus (Boccaro 2002)</p>
<p><b>Apports</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le rapport salarial inclut l'analyse des trajectoires professionnelles dont une partie (allocation dans l'emploi) seulement est réglée par l'emploi et le marché du travail</li> <li>2. Stabilité des trajectoires professionnelles par sécurité, production de la qualité du travail et stabilité des revenus</li> </ol>	

L'inscription de ces analyses dans le rapport salarial nous semble pouvoir être complétée. Pour repérer comment cette dualisation de la composante humaine du rapport de production se construit, nous mobilisons l'étude du mode de financement des dépenses sociales.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les dépenses pour le *développement des hommes* se progressent au cours des longues phases de difficultés économiques. Historiquement, l'incitation à financer le *développement des hommes* semble donc liée à la possibilité de sortie de crise. Dans cette perspective, ces dépenses permettraient d'une part, avec d'autres changements structurels tels que l'innovation, d'élever significativement l'efficacité des combinaisons productives par le biais de l'élévation de la qualité du travail. Elles permettraient, d'autre part, d'éliminer, dans leur financement, des ressources abondantes stérilisées par la crise de la rentabilité du capital.

## **12 – Financement du *développement des hommes* : les deux modèles** (Michel & Vallade 2009)

Dans un contexte dépressif, toutes les catégories d'agents sont soumises à de fortes contraintes financières. La question est donc de savoir qui met en place des financements pour le *développement des hommes* et pour quelle(s) composante (s). Cela nous conduit à l'étude des financeurs et des structures de financements des dépenses pour le *développement des hommes* en longue période.

Méthodologiquement, cette recherche suppose de stabiliser des catégories de financeurs. Comme pour les choix des composantes du *développement des hommes*, pour pouvoir satisfaire aux exigences de l'analyse longue, il faut disposer de données homogènes et pour cela, accepter des catégories plus réduites. D'où des choix théoriques :

- ***Développement des hommes* et dévalorisation du capital suraccumulé.** Dans la mesure où avant 1945, les dépenses pour le *développement des hommes* progressent en phase de dépression, ce sont les caractéristiques économiques de l'accumulation du capital au cours de ces périodes que nous retenons pour construire nos catégories économiques de financeurs. Les phases B résultent d'une suraccumulation structurelle du capital qui affaiblit la rentabilité du capital jusqu'au blocage de la croissance. Au cours de la longue phase de dépression, des initiatives conjoncturelles décentralisées cherchent à rétablir la rentabilité du capital. Elles procèdent, par exemple, par l'aggravation des conditions d'utilisation de la force de travail, par une dégradation de la part des rémunérations dans la valeur ajoutée ou, plus récemment, par l'augmentation artificielle des prix. Mais, le blocage structurel appelle une correction structurelle. A ce titre, il faut distinguer le fond de la correction, qui relève d'irrégularités propres à chaque régime de croissance, de la forme, qui consiste à « investir » du capital qui a perdu ses perspectives de rentabilité dans des usages économiques aux résultats incertains mais présentant un enjeu pour renouveler les conditions structurelles de la production et donc relancer la croissance. La forme consiste donc en des dévalorisations du capital, c'est-à-dire des mises en valeur à taux réduit, nul ou négatif, tandis que le fond consiste, pour partie, à orienter ces fonds dans le *développement des hommes*.
- **Ces dévalorisations sont réalisées par les entreprises, les collectivités publiques via les dépenses publiques ou bien les ménages.** Ces 3 catégories de financeurs du *développement des hommes* ne peuvent cependant pas être traitées à plat. En effet, dans la mesure où la suraccumulation concerne avant tout le système productif, les dévalorisations réalisées par l'intermédiaire du financement du *développement des hommes* transforment les rapports sociaux mais aussi leur hiérarchie. De plus, le processus de dévalorisation structurelle en phase de dépression représente une solution indispensable au fonctionnement ultérieur de la croissance : la solution et son financement doivent donc être stabilisés. Ce sont les configurations historiques de

prise en charge financière du *développement des hommes* qui fondent des solutions stables.

Tableau 3 : **Financiers, type théorique des financements et choix pour les séries**

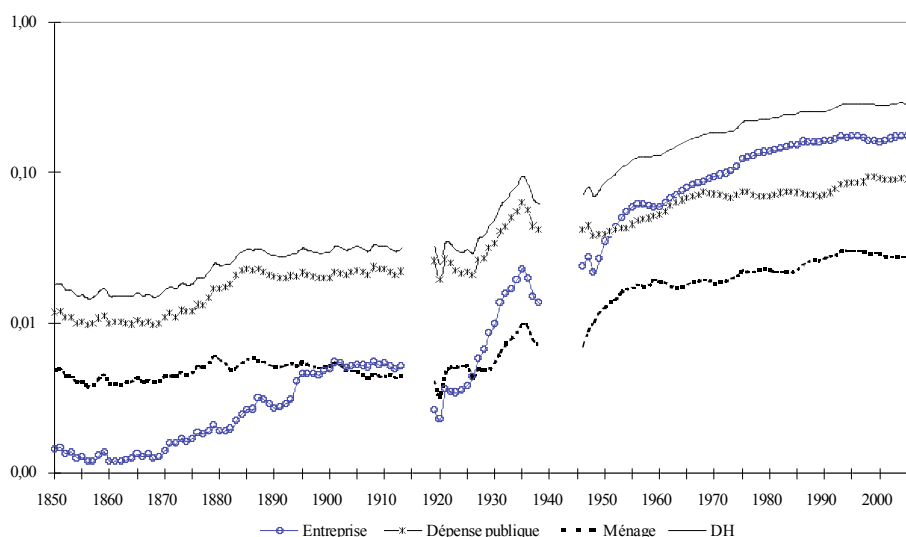
Financier	Type théorique	Choix pour les séries
<b>Entreprise</b>	Ici, le DH est un prélèvement sur la valeur ajoutée ou le produit. Les dépenses pour le DH ont pour but d'assurer le fonctionnement du rapport de production selon des modalités qui se différencient de périodes en périodes en fonction des irréversibilités structurelles représentées par les sorties de phases de dépression.	- Sont comprises les prestations vieillesse payées par les <b>entreprises privées</b> depuis le début de la période d'étude, ainsi que les prestations de santé à partir de 1899 ou le financement de la formation des entreprises pour leur salarié (1973), l'apprentissage (1973) ou leurs dépenses d'intervention pour l'emploi (1987). Quels que soient les régimes, les cotisations sociales salariales sont incluses dans cette catégorie. - Chaque fois que <b>les collectivités publiques</b> réalisent des dépenses de ce type, elles ont été comptabilisées dans cette catégorie de financier
<b>Dépense Publique</b>	Le DH est un prélèvement réalisé sous forme d'impôts et/ou de taxes sur différentes catégories de revenus. Il représente donc une utilisation redistributive du revenu.	Dépenses de l'Etat, des Collectivités Locales et des Autres Administrations Publiques
<b>Ménage</b>	Le DH est une utilisation du revenu. De fortes inégalités sociales favorisent ces dépenses socialement réservées. Bien que lissé au fur et à mesure de l'organisation sociale du DH, le caractère inégalitaire des contributions privées demeure.	Dépenses privées et dépenses privées socialisées de vieillesse, de santé et d'éducation – formation sans qu'il soit possible de distinguer entre revenus d'activité ou du capital

Pour dégager les modalités de financement du *développement des hommes* et leurs transformations au cours du temps, nous étudions les vecteurs d'intervention des financiers et donc la manière dont se constituent les modèles de financement du *développement des hommes* dans les conjonctures économiques.

En 1850, les dépenses publiques représentent 1,2 % du PIB, les dépenses des ménages 0,5, celles des entreprises 0,15 et le *développement des hommes* en totalité 1,82 %. En 2007, ces parts, pour les dépenses sociales, sont respectivement de 9, 2,7, 17,3 et 29 %.

### 121 - Deux hiérarchies historiques des financiers

Graphique 3 - Part de chaque financier et du DH dans le PIB en % - Echelle log – 1850-2007



### *Hiérarchie 1 - 1850-1914 :*

#### *Un développement des hommes faible, dominé par la dépense publique*

Jusqu'à la fin du Grand 19<sup>ème</sup>, les dépenses de *développement des hommes* sont principalement prises en charge par l'Etat. Les ménages le financent également pour une part équivalente à ¼ de celle de l'Etat. Les entreprises esquissent à peine leur intervention.

La Grande Dépression accélère les dépenses de l'Etat qui généralise à ce moment là avec les lois Ferry l'éducation primaire. La dépense publique référée aux 3 composantes de l'indicateur de *développement des hommes* passe de 1% du PIB en 1850 à 2 % en 1886. La part des ménages dans le PIB varie très peu sur le Grand 19<sup>ème</sup>. La diffusion encore partielle du salariat, la faiblesse des salaires ouvriers et paysans (Marchand & Thélot 1997) abandonnent à une élite la possibilité de se protéger des risques de santé et, dans une mesure marginale de protection de la vieillesse. Symétriquement à la dépense publique, les dépenses des ménages dans l'éducation, via la contribution des familles, sont à peu près maintenues jusqu'au début de la Grande Dépression. Cet effort des ménages en matière d'éducation recule ensuite et explique dans une certaine mesure les lois Ferry. L'affirmation précoce et massive du financement des ménages en matière de santé n'a, par la suite, jamais été démentie. Au cours de cette première période, les entreprises ne concèdent une dépense de *développement des hommes* qu'en matière de vieillesse. La Grande Dépression a donc favorisé une éviction des travailleurs âgés, sans doute insuffisante puisque les entreprises maintiennent leur effort en matière de prise en charge de la vieillesse longtemps après la fin de la crise.

### *Hiérarchie 2 - de 1945 à nos jours :*

#### *Un développement des hommes important, dominé par les entreprises*

La seconde hiérarchie, toujours d'actualité, est celle qui s'établit à la fin de la seconde guerre mondiale. Toutes les catégories de financeurs vont accroître leur effort en matière de *développement des hommes* qui passe globalement de près de 9 % du PIB en 1950 à un peu plus de 29 % en 2007. Mais, la généralisation des régimes spéciaux de protection sociale dans une société où le salariat domine largement se traduit par le fait que désormais **l'entreprise est le 1<sup>er</sup> financeur** du *développement des hommes*. D'accompagnement du fonctionnement social, ce dernier est devenu une composante spécifique du rapport capital / travail.

Cette seconde période se caractérise également par une « **spécialisation** » des financeurs en matière de *développement des hommes*. Si du fait du salaire indirect, l'entreprise intervient en matière de vieillesse et de santé, en revanche elle est absente de l'éducation sauf en fin de période (Loi de 1971 sur la formation professionnelle continue et la politique publique de l'emploi retracée dans le Compte de la formation professionnelle à partir de 1987). La dépense publique est essentiellement consacrée à l'éducation tandis que sa contribution relative en matière de vieillesse se stabilise jusqu'au milieu des années 1990 et que celle en matière de santé régresse fortement. Les ménages continuent à maintenir des efforts sans cesse croissants en matière de santé sans que la survenance de la crise économique des années 1970 ne change quoi que ce soit à leur comportement. En revanche, la crise va accélérer les dépenses des ménages en matière de vieillesse. Dans une société où les menaces qui pèsent sur les régimes de répartition sont loin d'être perçues, cela indique, comme pour la 1<sup>ère</sup> période, un mécanisme de placement financier d'une épargne disponible, privée de perspectives de rendement élevé dans l'investissement. Cela souligne aussi que l'important allongement du temps de formation initiale au cours de cette période est le résultat d'un très puissant engagement des familles.

On notera, enfin, le rythme de **croissance désormais asymptotique** des ménages et des collectivités publiques dans le financement du *développement des hommes* et la tendance pour les financements des entreprises à les rejoindre depuis le milieu des années 1990.

*L'entre-deux-guerres : une période de transition*

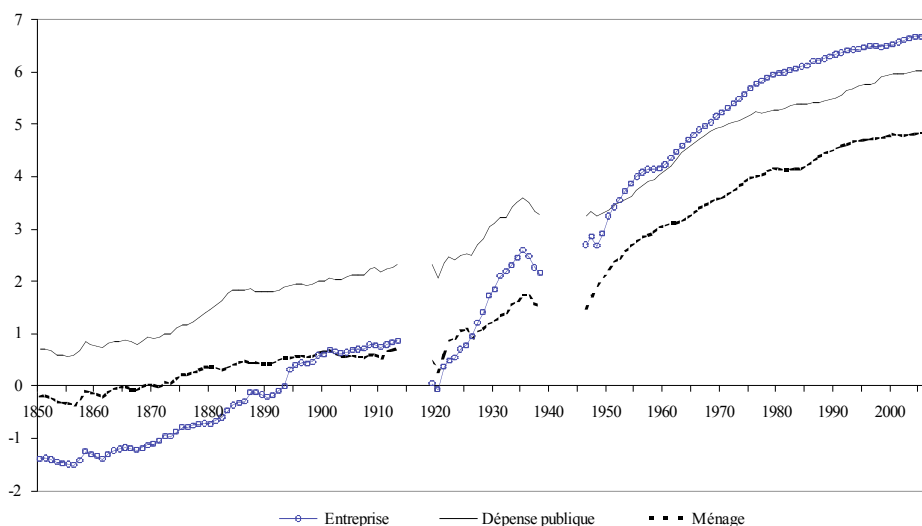
Entre ces deux périodes bien typées, l'entre-deux-guerres est une période de transition au cours de laquelle le passage entre les deux hiérarchies s'esquisse sur la base d'une très puissante intervention des entreprises dans le financement du *développement des hommes*.

## 122 - Périodisation des financements : les deux modèles de financement

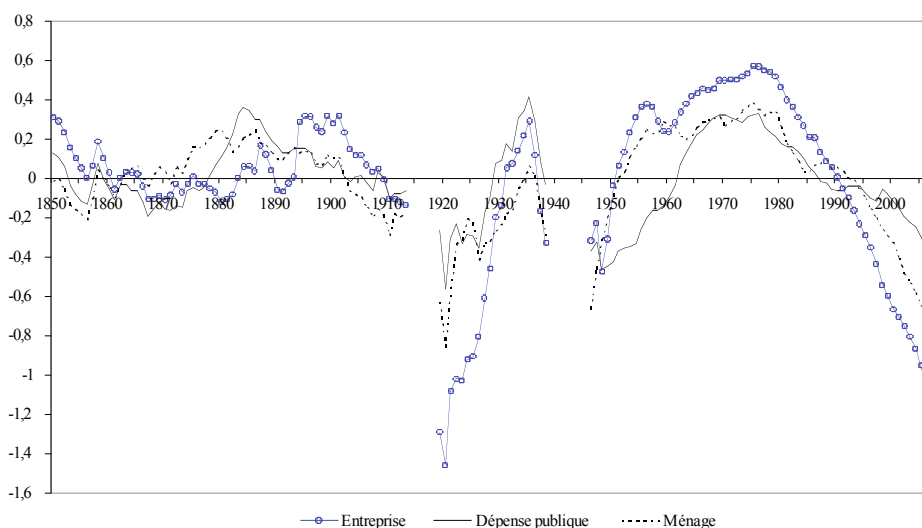
L'indicateur de *développement des hommes* présente un développement contra-cyclique du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup>. Après la seconde guerre mondiale, ce développement devient pro-cyclique. Cette transformation résulte selon nous d'un changement structural par lequel la fonction réalisée par les dépenses pour le *développement des hommes* cesse de fonctionner comme une correction des blocages de la croissance au profit d'une condition motrice.

La mobilisation des financeurs du *développement des hommes* a pour but de voir comment cette fonction s'installe dans le fonctionnement économique et si le passage d'une contra- à une pro-cyclicité n'est pas un phénomène induit par les modes de financement du *développement des hommes*.

Graphique 4 - Les 3 financeurs du *développement des hommes* (ln) – MNFC- 1850-2007



### Ecarts à la tendance



Sur le 2<sup>ème</sup> cycle long, de 1850 à 1890, les efforts des financeurs du *développement des hommes* sont convergents et dominés par la contra-cyclicité. Ainsi, entre 1850 et 1870, en phase de croissance, les trois financeurs se comportent de la même manière. Avec des variations de très faible amplitude, plutôt orientées à la baisse, leurs participations fluctuent selon des phases très courtes et dans des proportions identiques. Dès 1867, la proximité de la Grande Dépression génère une première, mais faible, différenciation des comportements : la dépense des ménages puis la dépense publique enregistrent une première accélération qui se confirmera au cours de la phase de dépression elle-même. A cet égard, on note également le fait que les ménages déploient un important effort en faveur du *développement des hommes* dans les dix premières années de la Grande Dépression. L'ampleur de cet effort n'est pas maintenue par la suite. Il est en revanche relayé par la dépense publique qui va produire le plus gros effort contra-cyclique. L'essentiel du *développement des hommes* ressort à ce moment là du domaine privé, pour ceux qui ont les moyens de le financer, ou bien de l'assistance. Les entreprises, comme les autres financeurs, accélèrent leur contribution dans les cinq premières années de la Grande Dépression mais ne parviennent pas à maintenir leur effort. En revanche, à partir des années 1880, leur contribution fluctue à la hausse comme la dépense publique. Pour tous les financeurs, la prise en charge des dépenses de *développement des hommes* semble une condition de sortie de la Grande Dépression.

Le 3<sup>ème</sup> cycle long, de 1894 à 1938, comme le précédent, est dominé par la contra-cyclicité de l'effort pour le *développement des hommes*. Deux éléments doivent cependant être relevés.

- Quelques années avant la fin de la Grande Dépression, les ménages et l'Etat stabilisent leur contribution ce qui se traduit ensuite par une croissance ralentie par rapport à la tendance et donne aux contributions leur caractère contra-cyclique jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Le financement des entreprises échappe à ce schéma puisque, à la fin de la Grande Dépression, elles relancent la croissance de leur dépenses pour le *développement des hommes* et maintiennent globalement cet effort jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle. A partir de ce moment, le *développement des hommes* d'assistance qui prévalait jusqu'ici se mixte avec une forme nouvelle. Les financements des entreprises concernent alors essentiellement la prise en charge de la vieillesse sur la base de leur participation à l'Assurance Médicale Gratuite<sup>5</sup>. A partir de 1899, les entreprises réalisent de toutes premières dépenses de santé contre les accidents du travail. Dans un contexte dominé par la contra-cyclicité, cette croissance pro-cyclique des financements des entreprises souligne une transformation de la manière dont ces dernières utilisent le *développement des hommes*. L'éviction des travailleurs âgés réalisés au cours de la Grande Dépression ne suffit vraisemblablement pas à renouveler la force de travail mobilisée dans la nouvelle phase de croissance. Les entreprises continuent ce renouvellement mais, se faisant, valident l'intégration des dépenses pour le *développement des hommes* dans le fonctionnement du rapport de production : c'est la rationalité de ce dernier qui fait du *développement des hommes* une condition de son fonctionnement.

- Cet effort pro-cyclique d'une dizaine d'années des entreprises en faveur du *développement des hommes* place leur contribution au même niveau que celle des ménages : la socialisation du *développement des hommes* induit une modification définitive de l'ordre de ses financeurs. Cet élément est confirmé par les progrès du *développement des hommes* au cours de la crise de l'entre-deux-guerres. Si la contra-cyclicité concerne tous les financeurs, les ménages se

---

<sup>5</sup> Le *développement des hommes* des entreprises pour la protection de la vieillesse concerne les produits financiers tirés des placements de subventions publiques en faveur de l'Assurance Médicale Gratuite.

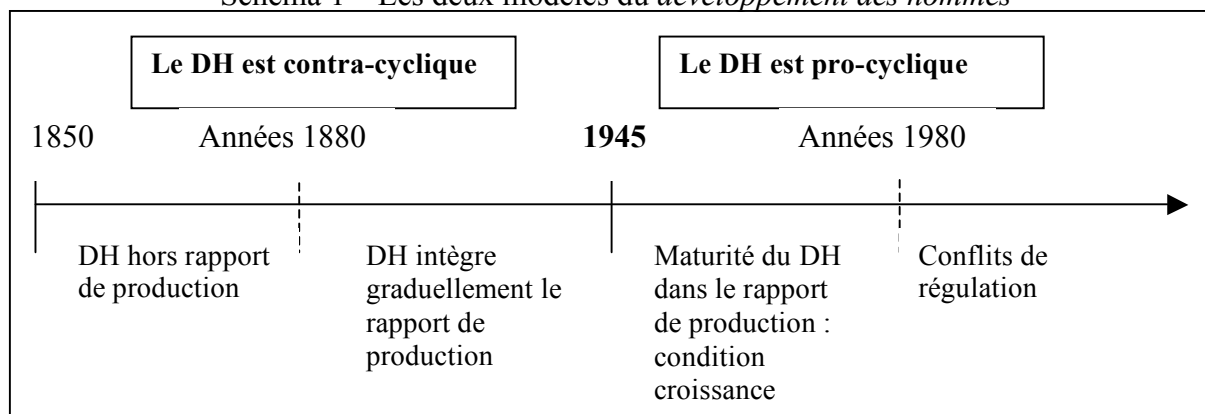
caractérisent une fois encore par un effort important en début de phase de dépression dont le rythme ne peut-être maintenu par la suite.

Après 1945, tous les financeurs ont une contribution pro-cyclique au financement du *développement des hommes*, tiré par l'effort des entreprises. Cette transformation de l'insertion du *développement des hommes* dans le fonctionnement économique représente une transformation de la fonction réalisée par ces dépenses : l'amélioration de la qualité de la force de travail, dans le travail et hors du travail, est devenue une condition structurelle de la croissance. Cette transformation résulte de l'émergence et de la croissance du *développement des hommes* financé par les entreprises.

A partir des années 1980, les différentes participations au *développement des hommes* sont, comme la croissance économique, marquées par un fort ralentissement. Si la dépense publique semble amortir quelque peu et temporairement le ralentissement général, comme l'avait fait avant elle les contributions des ménages, il n'existe pas véritablement de mécanisme de substitution d'un financeur par un autre. Depuis le milieu des années 1990, les fluctuations à la baisse et parallèles du financement du *développement des hommes* s'apparentent à la mise en cause du système lui-même.

Cette description indique que deux modèles économiquement distincts caractérisent le financement du *développement des hommes*.

Schéma 1 – Les deux modèles du *développement des hommes*



- Le premier relève de l'assistance, que nous assimilons à la Question Sociale.

La dépense publique se développe en cours de phases de dépression pour colmater les ravages sociaux d'une économie en crise. Les ménages à fort pouvoir d'achat se protègent contre des risques que la majeure partie de la population ne peut affronter. Dans un contexte de difficultés, les entreprises remettent la gestion des dégâts sociaux de leur utilisation du travail à l'extérieur de l'espace productif. La transition vers un autre modèle, où le *développement des hommes* est intégré dans le rapport de production, s'esquisse à la fin de la Grande Dépression. C'est l'accroissement des financements des entreprises qui explique et tire le passage d'un développement contra- à un développement pro-cyclique de ces dépenses.

- Ce *développement des hommes* endogène au système productif constitue le second modèle.

Il présente une certaine radicalité dans le fonctionnement du rapport de production capitaliste dans la mesure où il n'emprunte pas la même voie que le salaire. En effet, d'un côté, chômage et pressions sur les salaires, sans limite durant la Grande Dépression et la crise de l'entre-deux-guerres (Boyer 1978, Leroy 1995, De Faria 2001) et avec des limites de moins en moins protectrices au cours de l'actuelle phase de dépression (Supiot 1999, Amossé 2002), servent à

amortir l'insuffisante rémunération du capital investi durant les phases de dépression. Mais, d'un autre côté et dans le même temps, le *développement des hommes* se constitue en seconde composante du travail vivant dans le rapport de production. A la fin de la Grande Dépression, les premières formes du *développement des hommes* entreprise favorisent l'éviction des travailleurs âgés. Ce *développement des hommes* primitif, d'exclusion, cède rapidement la place à un *développement des hommes* construit en lui-même comme production, de la qualité du travail et de la vie sociale.

### **123 - Les modalités historiques de contribution au *développement des hommes* : la spécialisation des financeurs**

La spécialisation des financeurs, esquissée par la description de leurs hiérarchies historiques, peut être approfondie afin de préciser son impact sur les transformations du rapport de production.

- Pour la catégorie **entreprise**, l'ordre de développement des trois composantes est celui de leur développement général : tout d'abord, la protection de la vieillesse (dont la part représente 20 % en 1850), ensuite la santé (le financement par les entreprises débute avec la loi de 1898) et, enfin, la dépense sociale d'éducation (avec un financement directement relié au système productif à partir de 1971). Cette contribution historique des entreprises résulte d'un prélèvement croissant sur la valeur ajoutée. Ainsi, avant les années 1870-80, le système productif n'intervient que de façon limitée sur les formes prises par le *développement des hommes*. A partir de la période charnière de la Grande Dépression, au contraire, le système productif y intervient de manière directe et décisive : d'une condition d'efficacité du rapport de production, à travers le relèvement de la productivité du travail qu'il autorise, le *développement des hommes* s'installe comme un élément structurel de celui-ci, appelant un financement permanent. La contribution au *développement des hommes* s'organise progressivement au cœur du rapport de production par l'intégration successive du financement de nouveaux besoins (vieillesse puis santé puis formation), indexé sur la production et ce en complément et/ou au détriment des financements par utilisation du revenu.

L'émergence récente, en phase de dépression, d'une dépense entreprise pour la formation souligne la capacité du *développement des hommes* à intégrer de nouvelles contraintes économiques dès lors que l'efficacité du rapport de production est en cause.

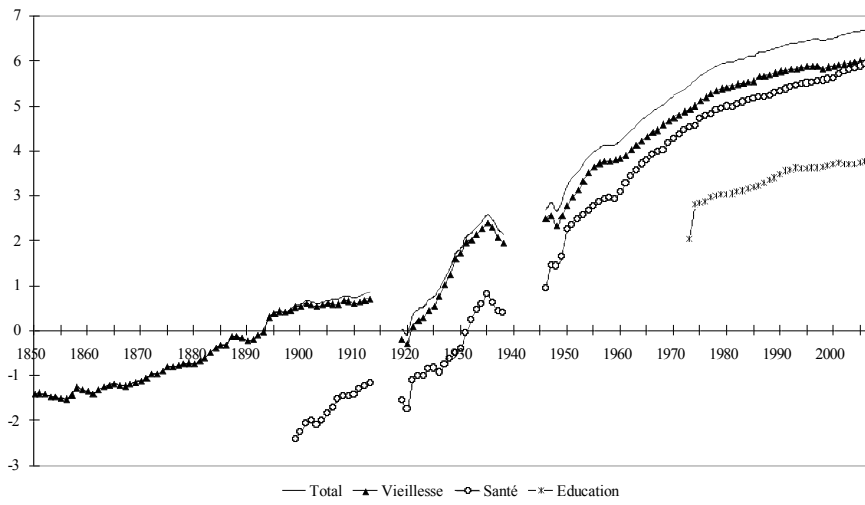
- Tout en maintenant les volumes financiers relatifs engagés, la part de la **dépense publique** dans le financement du *développement des hommes* tend historiquement à s'affaiblir. En effet, en terme de structure, la dépense publique se concentre progressivement sur l'éducation, au détriment de la santé et, dans une moindre mesure, de la vieillesse. Cette dynamique, qui n'est pas perceptible à partir d'une lecture institutionnelle des dépenses sociales<sup>6</sup> met en évidence la hiérarchie des financeurs dans l'articulation du *développement des hommes* au système productif : historiquement, la contribution publique revêt, dans la spécialisation, le rôle de financement de l'assistance (vieillesse et santé relèvent d'ailleurs tout un temps des mêmes financements publics) d'un côté et, de l'autre, de financement de l'éducation dans ses premières formes, lié à la construction de la nation. Ensuite, la dépense publique se centre, nous l'avons vu, sur la composante éducation du *développement des hommes*. Enfin, la dépense publique est sollicitée en toute fin de période, avec un renforcement de la

---

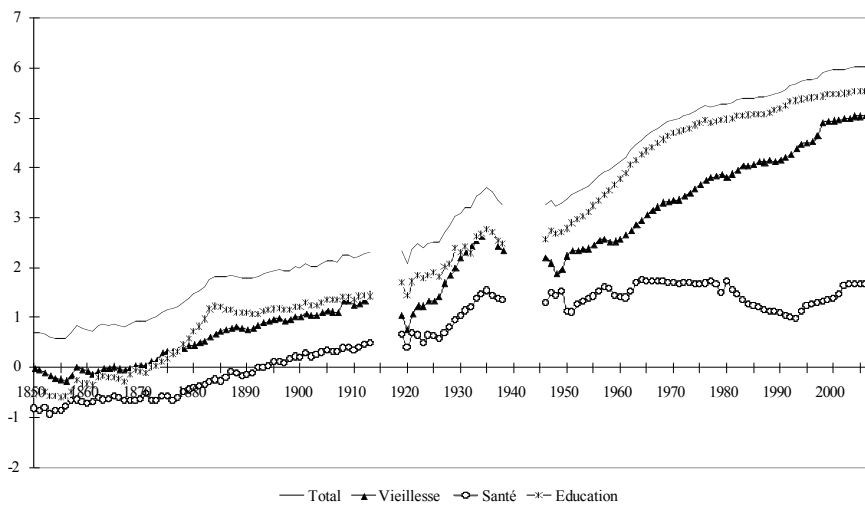
<sup>6</sup> L'évolution des recettes de la protection sociale indique, en terme de volumes financiers mobilisés, une croissance de la dépense publique pour la vieillesse et une stagnation pour la santé alors les structures montrent toutes les 2 la régression de la dépense publique pour ces deux risques, y compris la quasi-disparition de la dépense publique pour la santé.

Graphiques 5 - Les composantes du développement des hommes par financeur (ln)  
 MNFC – 1850-2007

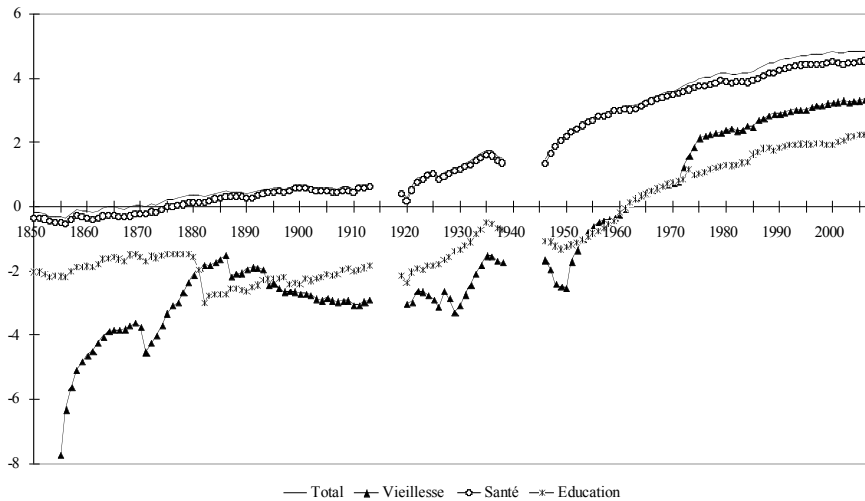
Entreprise



Dépense publique



Ménage



fiscalisation (impôts et taxes affectés, CSG), face à la limite contributive des ménages dans un contexte de stagnation du pouvoir d'achat des salaires et au retrait des entreprises via les cotisations sociales employeurs. Néanmoins, dans le passé la fiscalisation des recettes de la protection sociale s'est relevée transitoire. Il paraît peu probable que cette dynamique de spécialisation des financeurs se renverse subitement, laissant à la dépense publique la charge de couvrir l'ensemble des déficits et des nouveaux besoins de financement du *développement des hommes* à l'avenir. En fait, à structures économiques constantes, un redéploiement de la dépense publique ne semble pas envisageable. Seul un changement de structure peut ouvrir sur une nouvelle progression du *développement des hommes*.

- Pour les **ménages**, la santé concentre, sur l'ensemble de la période, l'essentiel du financement du *développement des hommes*. Ce constat est à relier aux choix méthodologiques opérés lors de la construction de cette catégorie de financeur : elle regroupe les dépenses privées marchandes directement effectuées par les ménages mais également les prestations versées par les mutuelles de santé à leurs cotisants. L'identification de ce second élément, qui représente entre 5 % en 1890 et 30 % en 2007 du financement santé des ménages, souligne la régularité de l'effort consenti par les ménages pour le *développement des hommes*. Si l'on décompose les financements des ménages en versements directs et mutualisés pour les 3 composantes, plusieurs périodes apparaissent. Jusqu'à la Grande Dépression, il s'agit d'un financement à dominante privée marchande. Ensuite, des formes alternatives, socialisées, entrent en jeu (formes publiques, mutuelles, prévoyance...). Enfin, au cours de l'actuelle phase de dépression, l'effort des ménages est à nouveau sollicité sous sa forme directe, en particulier sous la forme de souscription de retraites complémentaires par capitalisation. Ainsi, alors qu'historiquement le poids des ménages dans le financement du *développement des hommes* avait tendance à reculer, le mouvement semble s'inverser depuis l'entrée en phase de dépression du début des années 1970.

Le financement du *développement des hommes* par les ménages constitue une modalité de contribution discriminante. Sur la période considérée, les volumes financiers orientés vers le *développement des hommes* progressent globalement avec le niveau des revenus. Cela signifie que tout un temps, seuls les ménages aisés peuvent prendre en charge de telles dépenses, y compris en utilisant leur épargne au début des phases de dépression. Les financements socialisés tels que les mutuelles de santé ou les caisses de prévoyance lissent cet aspect sans pour autant le faire disparaître. Mais ce financement du *développement des hommes* par les ménages se caractérise par une importante sensibilité à la conjoncture (volatilité des revenus et des taux d'intérêts en particulier). Aujourd'hui, la hausse des contributions directes des ménages (retraites complémentaires + restes à charge en matière de santé) se réalise sur la base d'un recul relatif des autres financeurs et en particulier de l'entreprise, renvoyant à une croissance des inégalités que la progression du *développement des hommes* entreprise avait historiquement réduite.

L'indicateur de *développement des hommes* proposé retrace la contribution à la croissance de longue période d'un ensemble de dépenses sociales, fonctionnellement unitaires, à côté du travail et du capital. Les résultats statistiques obtenus suggèrent en effet que cette composante, marginale en début de période (1850), s'installe comme un élément permanent du système.

Le *développement des hommes*, tel qu'il est repérable quantitativement, est concomitant à l'organisation du marché du travail. La sortie progressive des communautés paysannes rompt les mécanismes de solidarité qui prévalaient. Mais simultanément, de nouveaux besoins apparaissent dans une société que le développement économique complexifie. Dans ce cadre,

le *développement des hommes* apparaît d'abord comme exogène à la relation économique par laquelle le travail est mobilisé. A l'exception des ménages aisés, une dépense publique d'assistance prend en charge la nécessité d'accompagner les travailleurs âgés ou de diffuser l'enseignement primaire. Dans la généralisation du salariat, la fonction du *développement des hommes* devient une condition de fonctionnement du rapport de production.

Son endogénéisation ressort tout d'abord de l'intervention des entreprises dans son financement. Elle ressort ensuite de la transformation de la fonction réalisée par ces dépenses. En effet, de corrections structurelles dans les phases de dépression avant 1945, ces dépenses deviennent motrices d'un rapport de production rénové dont une partie des résultats sera structurellement affectée à financer la qualité du travail et de la vie sociale, à côté du salaire.

Le rattachement des dépenses pour le *développement des hommes* à l'Etat, sans être faux, occulte la dynamique de cette composante du rapport de production. En effet si historiquement, le *développement des hommes* se met en place sur fonds publics, ce n'est pas sous cette forme qu'il se développe. Pour autant, la dépense publique ne disparaît pas de sa progression. Elle l'accompagne mais selon un rythme et une ampleur fixés par la dynamique du rapport de production et en particulier le *développement des hommes* entreprise qui entre dans la composition de ce dernier. A cet égard, il faut pointer la capacité du *développement des hommes* entreprise à intégrer historiquement de nouveaux besoins. Si son actualité est dans la prise en charge de la vieillesse à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le 20<sup>ème</sup> se caractérise par le financement de la santé. Dans la transition vers le 21<sup>ème</sup> siècle, le *développement des hommes* entreprise s'ouvre à la formation.

Aujourd'hui, le modèle de financement des dépenses sociales mis en place à la fin de la seconde guerre mondiale semble atteindre ses limites dans la mesure où tous les financeurs freinent leur participation. Le plus souvent, ces limites sont interprétées comme des données conjoncturelles susceptibles d'être levées par des transferts financiers : les ménages pourraient investir davantage dans le financement de leur santé ou de leur vieillesse tandis que l'Etat pourrait se recentrer sur la prise en charge des plus défavorisés. Ces "solutions" s'apparentent, dans des termes évidemment actualisés, à une relance du modèle d'assistance, forme primitive qui prévalait jusqu'à la Grande Dépression. Mais, cette lecture ne permet pas d'expliquer le changement structurel intervenu à partir de 1945 dans la relation de longue période entre les dépenses sociales et croissance.

## **2 – Développement des hommes et conflit de régulation**

Au cours de l'actuelle crise structurelle, dans un premier temps, le rôle du *développement des hommes* n'est pas contesté et fait même l'objet d'importants soutiens financiers, en particulier de la part des entreprises, en dépit de la croissance ralentie du PIB. Mais, à partir des années 1980, son progrès est freiné. Ce sont en effet les difficultés durables de l'accumulation qui ont conduit à peser sur les dépenses pour le *développement des hommes*. Mais, ce dernier, devenu par hypothèse, une condition de la croissance et donc de l'accumulation, est à l'origine d'un conflit de régulation qui, faute de règlement, paralyse le système. Le conflit se noue dans le fait que les tentatives de désactivation de ce moteur en révèlent la "centralité", "centralité" appelant dans le même temps, dans l'approfondissement de la crise et les besoins qu'elle révèle, sa croissance et une transformation de son organisation.

Le conflit social est une situation de rivalité entre groupes. Il a pour but d'obtenir un partage différent des richesses, que ces dernières soient de nature matérielle ou symbolique. Il procède par modifications des rapports de forces entre groupes. Dans les analyses régulationnistes, le conflit est présent de deux manières polaires. Elles ont en commun de lui associer le comportement dynamique du système économique.

La première, relevant de Marx (1846), se réfère au conflit comme opposition inéluctable de groupes sociaux aux intérêts antagoniques. L'affrontement entre capital et travail est à l'origine du mouvement historique. Dans les approches en terme de régulation, dans une économie orientée par l'accumulation, le conflit signale l'émergence de contradictions au sein du mode de régulation que les formes institutionnelles ne parviennent plus à contenir. De manière générale, ces formes institutionnelles, qui retracent la codification des rapports sociaux fondamentaux, n'agissent plus comme soutien au régime d'accumulation. Le mode de régulation atteint alors ses limites. Dans notre cas, le rapport salarial ne soutient plus le régime d'accumulation et son adaptation plus ou moins profonde fait partie de la dynamique historique dans la genèse d'un nouveau mode de régulation.

La seconde, relevant de Simmel (1912), analyse le conflit comme une contribution au maintien de la cohésion sociale. Celle-ci est conçue comme un état, nécessairement transitoire, car toute société a besoin d'harmonie et de dissonance, d'association et de compétition. Simmel invite à distinguer, dans la théorie, les relations entre les hommes constitutives d'une l'unité de celles qui agissent contre l'unité et à penser que toute relation historique participe ordinairement de ces deux catégories. Dans les approches régulationnistes, les compromis institutionnalisés (Delorme & André 1983) mettent à jour la manière dont le conflit est producteur de normes, elles-mêmes à l'origine de régularités au sein du fonctionnement économique. Dans notre cas, le contenu du rapport salarial est analysé à partir de compromis institutionnalisés: nous considérons qu'au-delà du salaire indirect (Saillard 1995), le *développement des hommes* représente un compromis institutionnalisé du rapport salarial dont la contribution à l'unité de ce dernier est désormais rompue.

Ainsi, une analyse en termes de conflit de régulation à pour objet de montrer comment l'accession à une forme de maturité du *développement des hommes* dans le rapport salarial, contribue à la crise de l'accumulation mais esquisse aussi des sorties possibles par une réorganisation du rapport salarial et donc de l'accumulation. Le conflit est donc intégralement inscrit dans la transition entre deux modes de régulation : il décrit des potentialités contradictoires et à ce titre ne peut prétendre à aucun caractère prédictif. Les deux références régulationnistes du conflit sont prises en considération de la manière suivante :

- D'une part, la nature transformatrice du conflit :

Dans ce cadre, les dépenses sociales se développent par une socialisation du surplus qui échappe au capital. Cette socialisation du surplus articule son allocation contre une augmentation de la productivité et la généralisation de technologies permettant de rétablir durablement une profitabilité vertueuse, et donc une relance de l'accumulation contre l'intégration d'une forme sociale contradictoire dans le rapport salarial car à l'origine d'un prélèvement non régulé par le marché (prix et concurrence).

- D'autre part, la nature normative du conflit se traduisant par des compromis stabilisateurs :

Le *développement des hommes* s'est construit historiquement de manière négociée, comme règlement à des conflits sociaux (Sirot 2002) ou comme projet de société (Conseil National de

la Résistance 1944) : il constitue un compromis institutionnalisé, décliné dans un ensemble de droits attachés au rapport salarial. Comme l'ont montré très tôt les régulationnistes, les tentatives de normalisation de sa croissance par le marché ont échoué. L'extension du *développement des hommes* sous sa forme historique d'organisation, non marchande, suppose donc un approfondissement de sa dimension démocratique. Face à elle, l'élimination du *développement des hommes* comme forme non marchande est également expérimentée ce qui revient à tenter de réduire un pôle démocratique de participation et de gestion du rapport salarial.

Dans les difficultés de l'accumulation de l'actuelle crise structurelle, la recherche permanente de marge conduit à revenir sur tous les compromis institutionnalisés : évolution des salaires et partage de la valeur ajoutée, la colonisation marchande (Vercellone 2007) du *développement des hommes*, financements soustraits transférés sur la croissance financière, soutien minime aux nouvelles technologies du fait de la faiblesse de l'investissement. C'est dans les procédures de *containment* du *développement des hommes* que sa dimension structurelle se révèle et que se noue le conflit de régulation. Ce dernier présente trois dimensions.

### **1 – Première dimension du conflit de régulation :**

#### **Dualisation du rapport salarial et autonomisation du *développement des hommes***

Différents travaux régulationnistes nous ont permis de mettre en évidence que la valeur de la composante humaine du rapport de production présente une dualité économique combinant une détermination marchande, à travers le salaire, et une détermination non marchande, à travers le *développement des hommes*.

Cette composante humaine du rapport de production ressort toujours de la conjoncture du capital (Michel & Vallade 2007 : 18). Ainsi, historiquement, les sorties des longues phases de dépression se sont réalisées, à la fois, par des dévalorisations massives de capital permettant de financer des innovations fondamentales et par des dépenses pour la force de travail, sous forme d'augmentation du pouvoir d'achat des salaires ou sous forme de dépenses sociales. A partir de la Grande Dépression, lorsque les dépenses sociales commencent à intégrer le rapport de production et deviennent à ce titre une composante du rapport salarial, les financements des entreprises attachés aux dépenses sociales font converger vers ces dernières une fraction de la valeur ajoutée acquise dans le cycle de production.

Economiquement, ce prélèvement est rendu possible par l'accroissement de la productivité du travail et du capital que permettent les dépenses sociales, initialement pour sortir des phases de dépression et ensuite pour faire croître l'économie. Historiquement, les dépenses sociales ont organisé ainsi la réponse aux besoins sociaux mais aussi productifs dans le cadre de dispositifs de sortie de crise propres à chaque phase de dépression.

Ainsi, à travers la dualisation de la composante humaine du rapport de production, les dépenses sociales contribuent périodiquement à élever la qualité du travail vivant et à rétablir un rapport de production efficace. La croissance des dépenses sociales en phase de dépression, en devenant une partie de la solution autorisant la sortie de crise, constitue, simultanément, une contrainte que le mode de régulation installe comme donnée structurelle dans le nouveau mode de croissance.

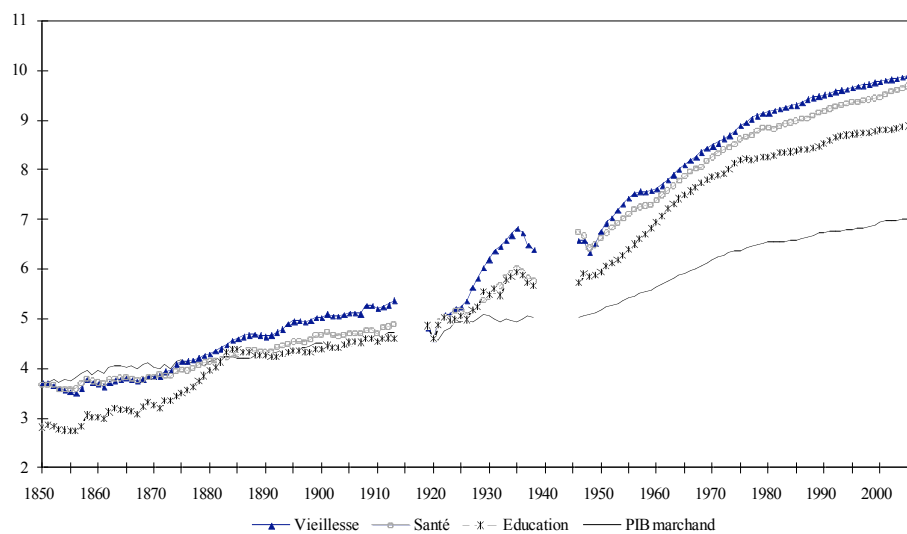
Les processus successifs de sortie de crise structurelle, auxquels contribue le *développement des hommes*, inscrivent donc celui-ci comme une irréversibilité dans le système économique,

irréversibilité qu'il convient de qualifier. La progression des dépenses sociales donne lieu à des tentatives "d'auto-réglage", c'est-à-dire à l'amorce de processus de régulation autonome, indiquant une rationalité propre au *développement des hommes*. Deux éléments, partiels, appuient cette thèse.

- Le développement ordonné des trois composantes de l'indicateur de *développement des hommes*

La recherche d'un ordre dans le développement des 3 composantes a pour but d'illustrer l'éventuel mode d'organisation propre à cette seconde composante du rapport salarial. Pour cela, nous ramenons les séries du PIB marchand, de la prise en charge de la vieillesse, de la santé et de l'éducation à autant d'indices.

**Graphique 6 - Les composantes du développement des hommes et le PIB marchand, 1850-2007 – Indice 100 = 1920 (ln)**



Les dépenses sociales se développent selon un ordre assez précis. L'effort précoce réalisé en matière de prise en charge de la vieillesse, à partir de 1885, peut être compris comme la recherche de l'éviction des travailleurs âgés. L'élévation de la qualité du travail vivant passe par le rajeunissement de la main-d'œuvre disponible, avec un développement concomitant, mais très modéré, de la santé. Il s'agit en quelque sorte d'une dévalorisation que nous avons qualifié de "primitive", cherchant à extérioriser des facteurs pesant sur l'efficacité du rapport de production. Dans la crise de l'entre-deux-guerres s'esquisse une dévalorisation faisant intervenir davantage la qualité du travail à travers la santé, d'abord, puis l'éducation. Le développement de l'ensemble de ces dépenses sociales après la seconde guerre mondiale ne peut plus s'expliquer en terme de dévalorisation du capital. Dès lors, l'hypothèse d'un mode de fonctionnement propre à ces dépenses sociales peut être avancée, plutôt d'ordre qualitatif. Par exemple, l'amélioration de la santé d'une population accroît la valeur des dépenses éducatives réalisées.

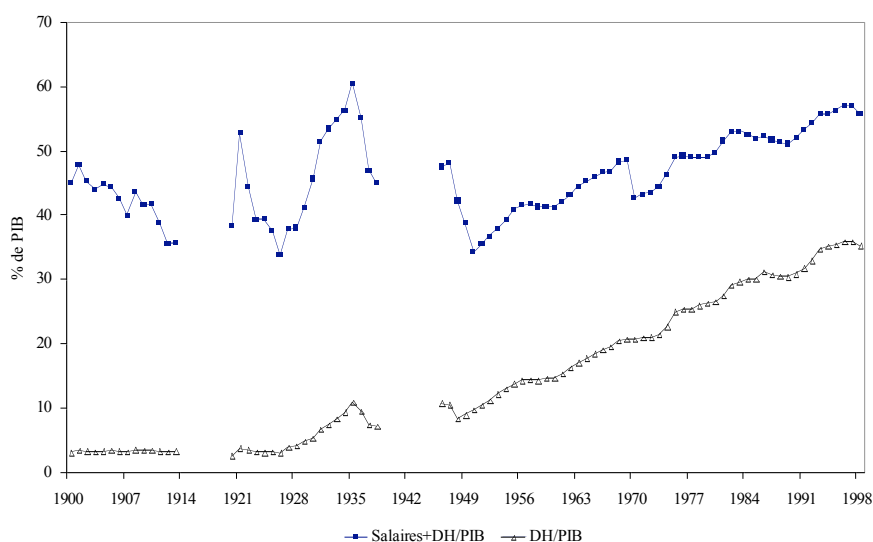
- La croissance "ordonnée" des temps de formation sur le cycle de vie (Michel 2002). Cette croissance, cumulative, tend à s'autonomiser des besoins du capital dès la Grande Dépression au cours de laquelle l'impulsion, contra-cyclique, donnée par la croissance de la dépense d'éducation a des effets sur l'allongement du temps de scolarisation, longtemps après la fin de la longue dépression. L'impulsion financière, toujours contra-cyclique, de la crise de l'entre-deux-guerres a des effets carrément trans-cycliques sur la scolarisation. Ce développement cohérent des temps de formation, d'abord initiale puis, plus récemment, en lien avec l'emploi,

inclut progressivement des formations qui ne sont pas finalisées par l'activité productive (Vallade 2002).

Depuis 1945, la pro-cyclicité de ces différentes tentatives d'autorégulation souligne sans doute la maturité acquise par le *développement des hommes*, et par-là même son organisation en tant que forme sociale spécifique. Se pose alors la question de savoir si l'on n'assisterait pas à la montée de principes de régulation propres au *développement des hommes*. Ainsi, si les progrès du *développement des hommes* obéissent bien à la conjoncture du capital, ils se développent comme une composante du rapport salarial qui n'obéit pas aux mêmes principes de régulation.

Cela intervient dans un cadre où le mode de régulation dominant exerce en permanence, et de manière totalement décentralisée, des pressions contre ces dépenses. Classiquement, toute réduction des dépenses pour le *développement des hommes* ainsi qu'un ralentissement de leur croissance constituent un soutien à la rentabilité à court terme des capitaux investis. Cet aspect semble par exemple prévaloir, à partir des années 1990, dans le couplage de leur progression par rapport à celle des salaires, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, apportant une contribution inédite au ralentissement enregistré du partage de la valeur ajoutée entre salaire et profit initiée dans les années 1980.

Graphique 7 – Rapport des salaires et du *développement des hommes* au PIB, 1900-1998



Source : Piketty

Cependant, la convergence des temporalités entre les deux composantes du rapport salarial n'épuise pas la question. En effet, dans le même temps, les tentatives de marchandisation de ces formes, sous-optimales (Aglietta 1997 pour le salaire indirect ; Margirier 1994 & Michel 1999b pour le marché de la formation) ou les tentatives de rationalisation des prélèvements publics et sociaux auxquelles elles donnent lieu ne permettent ni de les réduire ni de faire émerger un mode de régulation du *développement des hommes* efficacement coordonné au mode de régulation d'ensemble. Cet échec de la marchandisation directe n'exclut pas évidemment la colonisation de ces dépenses par le marché. Mais cette dernière opère par une restriction des droits d'accès. Ce rationnement restreint la contribution économique des dépenses pour le *développement des hommes* et donc de leur potentiel contributif à l'efficacité du rapport de production.

L'absence d'un mode de régulation des dépenses constitutives de cet indicateur contrarie donc le réglage d'un fonctionnement efficace qui lui serait propre. Elle contrarie également le jeu

du mode de régulation d'ensemble qui, du fait du rôle pris par le *développement des hommes* dans le fonctionnement économique, bute lui aussi sur cette indétermination.

Cette dimension du conflit de régulation est sans doute accentuée par le fait que la dualité de la composante humaine du rapport de production, en raison même de sa maturité fonctionnelle, permet également de révéler dans l'actuelle crise structurelle, de nouveaux besoins sociaux non satisfaits, sans doute déterminants pour une relance de la croissance de cette efficacité. On peut songer en particulier au travail (la formation, partage d'informations dans les collectifs de travail...) mais aussi la qualité de la vie sociale hors du travail (pratiques culturelles, participation associative, production sociale des retraités...). Le conflit de régulation se trouve donc amplifié par l'existence de besoins sociaux, de nature productive, non satisfaits.

## **2 – Seconde dimension du conflit de régulation : *Développement des hommes* et hybridation du capital productif**

Au cours de la longue phase de dépression actuelle, comme dans les précédentes, une intense activité de recherche et d'innovations technologiques est en cours. Celles-ci concernent les applications productives polarisées autour de l'information et de la connaissance (Foray 2004). Mais aucune longue phase de dépression ne saurait se ramener à un déterminisme technologique. Le système technique ne se stabilise en effet, au sein d'un régime d'accumulation renouvelé, que lorsque toutes les formes institutionnelles sont efficacement coordonnées dans le mode de régulation. Dans l'actuelle crise structurelle, les innovations informationnelles ne permettent visiblement pas d'ouvrir la voie à des dévalorisations structurelles permettant d'assainir la structure économique et de relancer une accumulation vertueuse du capital. Mais, en accord avec les thèses du capitalisme cognitif (Colletis & Paulré 2008), nous considérons qu'elles sont à l'origine d'une profonde transition du mode d'accumulation et donc de la manière dont la société se reproduit.

Cette problématique du système productif et de l'accumulation nous semble pouvoir être articulée avec les dépenses pour le *développement des hommes*. Sur ce point, le rôle des dépenses sociales décrit par Lindert (2004) dans la croissance de longue période peut être à nouveau utilement mobilisé. Ainsi, si l'on peut être d'accord avec Lindert pour considérer que les dépenses sociales se développent à coût nul pour la collectivité en raison des gains de productivité qu'elles permettent, on note toutefois que ce coût est positif pour le capital. De deux manières :

- Tout d'abord, les dévalorisations structurelles du capital constituent des pertes nettes en termes de profit pour une accumulation qui a bien été réalisée et qui ne sera finalement pas ou peu rémunérée. Cet aspect est certes périodique et structurel mais il agit en "une fois" dans la sortie de crise.
- Ensuite, de manière plus continue mais tout aussi structurelle, les dépenses pour le *développement des hommes* en tant que "solution" au déséquilibre du rapport de production et à la perte d'efficacité de l'accumulation, installe une dépendance du capital productif à ces dépenses. Le progrès historique du *développement des hommes* serait à l'origine d'une hybridation du capital productif. Sur ce point, le conflit de régulation se noue lorsque la maturité du *développement des hommes* tend à faire basculer le régime de croissance de la productivité : pas de gain de productivité sans croissance des dépenses pour le *développement des hommes* mais leur croissance restreint le champ de la rentabilité en renouvelant les critères.

Les recherches sur le capitalisme cognitif insistent sur l'incertitude comme caractéristique d'un fonctionnement économique intensif en connaissance. Deux arguments sont mobilisés : d'une part, l'instabilité de l'économie inhérente à l'usage de la connaissance dans un système qu'elle rend plus complexe (Paulré 2008) et, d'autre part, la nature de bien public de la connaissance qui fait obstacle à son appropriation privative (Moulier Boutang 2008). Le premier lieu de polarisation de cette incertitude propre à la connaissance est sans doute la rentabilité des investissements productifs. Cela permet aux auteurs de cette approche de développer une explication efficace de la croissance financière comme produit d'un problème dans l'économie réelle (Colletis 2008). Nous avançons une hypothèse complémentaire : l'incertitude ne renvoie-t-elle pas également à la manière dont les connaissances, mobilisées dans le système productif, utilisent et doivent produire la qualité du travail auquel elles recourent ?

Elles font, en effet, progresser l'efficacité non pas en économisant du travail mais en lui donnant une qualité supérieure. C'est en mettant plus d'intelligence, plus de savoirs, dans le travail, vivant et passé, qu'elles autorisent une production efficace. La composante informationnelle du travail permet une productivité élevée et croissante de la composante humaine du rapport de production, mais elle ouvre surtout la voie à un mode de croissance de la productivité économisant systématiquement toutes les composantes matérielles du rapport de production (Lojkine 1992, Boccara 2006). Par hypothèse, cette composante informationnelle du travail serait fortement consommatrice de *développement des hommes*.

La structuration de cette variable en longue période, marquée par la dualisation du rapport salarial, modifierait en effet à la fois le pôle du travail vivant dans le rapport de production mais aussi le rapport du capital au travail dans ce même rapport. Les progrès périodiques du *développement des hommes* porteraient une hybridation du capital, entendue à la fois comme une dépendance du capital à cette composante et comme un vecteur transformant ce dernier par élévation de son efficacité. Si la rationalité du *développement des hommes* est d'élever la qualité de la force de travail cela ne se réalise qu'en transformant sa valeur par l'affectation d'une part de valeur ajoutée croissant plus rapidement que celle des profits.

Le conflit de régulation mettrait donc l'accent sur un potentiel nouveau mode de croissance de la productivité, lié au progrès du *développement des hommes*, auquel le pôle dominant du rapport de production, le capital, ferait obstacle en raison de l'affaiblissement de sa position dans ce rapport et par conséquent de la baisse du prélèvement qu'il serait susceptible d'opérer sur les résultats économiques. Dialectiquement, ce conflit illustrerait une extension possible du rôle du rapport salarial dans la reproduction d'ensemble de l'économie. En cela, nous convergions avec l'hypothèse avancée par le capitalisme cognitif d'une nouvelle centralité du rapport salarial (Colletis, Dieuaide 2008). Mais il s'agirait d'un rapport salarial renouvelé lui aussi par une répartition nouvelle entre dépenses pour le *développement des hommes* et salaires et surtout par des fonctionnalités nouvelles du *développement des hommes* par rapport à l'emploi.

### **3 – Troisième dimension du conflit de régulation :**

#### ***Développement des hommes et promotion de droits individuels transférables, indépendamment de la situation d'emploi qui a permis de les acquérir***

Nous avons montré que les dépenses pour le *développement des hommes* ont procédé historiquement du fonctionnement du rapport de production et tout particulièrement de la

prise en charge des besoins sociaux qu'il occasionnait périodiquement. Dans le long terme, les formes d'organisation stabilisées de ces dépenses ont connu plusieurs étapes.

- Elles sont apparues comme extérieures au système productif et donc sans référence à la situation d'emploi. Ainsi, leurs premières formes historiques furent publiques (*développement des hommes* d'assistance).
- Par la suite, elles ont continué à se développer selon la première occurrence (éducation) mais également à partir du rapport de production lui-même. Elles ont intégré le rapport salarial : c'est la situation d'emploi qui explique le salaire socialisé ou l'accès à la formation professionnelle. Dès lors, leurs formes de gestion se sont mixées : à la forme publique s'est ajoutée une forme paritaire liée à la relation d'emploi mais qui n'est pas directement déterminée par elle. Elle dote l'individu de droits individuels, gérés collectivement. La forme publique ici n'est plus dominante. Une forme paritaire s'y substitue ; la forme publique agissant comme contrainte<sup>7</sup> assurant la diffusion et la continuité de droits négociés à tous les individus concernés (Castel 1995). Cette forme paritaire donne lieu à des apprentissages institutionnels et procède d'une 1<sup>ère</sup> forme de gestion démocratique, certes incomplète, du rapport salarial par l'intermédiaire des institutions supports de ces droits (Friot 1998). Cette forme paritaire intègre le "voice" (Lindert 2004) ou la lutte (Lordon 2008) comme un élément dynamique du rapport salarial.

Opportunités et mises en cause caractérisent ces formes paritaires dans la gestion actuelle des dépenses sociales. Parmi les problèmes posés, la question de l'élévation de leur efficacité en terme de service rendu relativement à la dépense présente une universalité certaine. La question de savoir si ces formes se développent, se maintiennent ou régressent doit être posée. Mais ce qui semble davantage les caractériser aujourd'hui c'est la recherche de nouvelles articulations, de nouveaux équilibres avec les formes du *développement des hommes* propres au rapport salarial.

De ce point de vue, le rapport salarial enregistre une nouvelle institutionnalisation, organisée à travers des droits fragmentés et parcellaires, de compétences acquise par la force individuelle de travail (Droit Individuel à la Formation, par exemple). La question de la transférabilité du *développement des hommes* acquis sous forme de droits individuels lors de l'exécution d'un contrat de travail au profit d'un autre moment de la vie active est devenue une question économique récurrente que ce soit par l'intermédiaire des marchés transitionnels (Gazier & Schmid 2002), du contrat unique (Cahuc & Kramarz 2004), et donc de la norme d'emploi, ou de la sécurisation des parcours professionnels (Conseil d'analyse stratégique 2007).

Pour l'instant, les formes du *développement des hommes* propres au rapport de production sont empreintes soit du fonctionnement du marché dans le sens où elles sont conçues comme des "capitales" enrichissant les dotations individuelles que les salariés valorisent à l'occasion de leur mobilité sur le marché du travail (Méhaut 2006), soit du fonctionnement de la forme publique avec édictons de normes centralisées et faible différenciation individuelle.

Elles introduisent cependant un biais dans le rapport salarial sous la forme, par exemple, de droits ou d'une rémunération, individuels mais différés, se construisant sur le cycle d'activité de l'individu et sans rapport direct avec l'emploi. L'existence de ses droits, même sous des

---

<sup>7</sup> Dans le sens des principes d'action des formes institutionnelles (Boyer 1986)

formes primitives et parcellaires, procède d'une régulation consciente du rapport salarial, sous forme de choix ouverts à chacun de construire sa trajectoire professionnelle dans un système productif plus instable.

Cette institutionnalisation prend sans doute racine sur une réalité transversale, émergente du travail lui-même. L'élévation de sa qualité par les dépenses pour le *développement des hommes* se traduit par la nécessité productive de partage d'informations et de connaissances, de mises en commun qui ne permettent plus d'agir sur le temps de travail comme principe de maximisation de l'utilisation de la force de travail (Vercellone 2008). Elles appellent au contraire de nouvelles formes d'organisation du travail, de son temps et de son contenu dans un couplage, à stabiliser, entre la promotion de l'individu par un *développement des hommes* étendu et la promotion de collectifs de travail, contrôlant la production et sa gestion. La figure, prospective, du travailleur cognitif fait écho à la même préoccupation (Colletis 2008).

Aux termes de cette communication, il nous semble utile d'en rappeler la problématique essentielle : le *développement des hommes* se constitue historiquement en forme sociale originale au sein du rapport salarial qui, du fait de son insertion, se dualise. Dans le capitalisme, il installe un fonctionnement non marchand dans la composante humaine du rapport de production que le marché n'est pas parvenu à organiser. La maturité acquise par le *développement des hommes* dans l'actuelle phase de dépression se traduit par un conflit de régulation.

La description du conflit de régulation se présente comme un effort, encore en devenir, pour appréhender des contradictions dynamiques, à l'œuvre. Les occurrences du conflit de régulation représentent des lieux d'affrontements et donc, en même temps, des lieux de construction possibles. En cela, le conflit de régulation est représentatif d'autant de potentialités contradictoires pour la sortie de crise. Mais, sur ce point, il semble important de préciser que la théorie ne vaut en aucun cas polarisation des pratiques sociales. Rien ne dit en effet que les lieux du conflit de régulation liés au *développement des hommes* soient l'objet de concentration des luttes sociales. L'analyse renonçant à tout déterminisme ou à l'existence d'une instance supérieure agissante et bienveillante ne s'en trouve par pour autant dépourvue ou sans outil. On peut en effet considérer avec Lordon (2008) que le « travail des subjectivités », doit être pris en considération pour être immédiatement décliné avec une « théorie de l'action ». La proposition avancée par cet auteur consiste à tenir le conatus, en tant que pôle singulier de puissance, comme un principe individué d'action.

Le *développement des hommes* conduit à des mises en valeur individuelles singulières historiquement dans la mesure où elles « retricotent » la grammaire du collectif ou plus exactement des collectifs : le collectif de travail mais aussi le collectif faisant société.

Pour s'en tenir au premier, le *développement des hommes* est inscrit dans le rapport salarial depuis les caractéristiques individuelles des travailleurs, en passant par les formes d'organisation du travail et jusqu'au mode global de son insertion économique. Son originalité économique, et par conséquent son potentiel contradictoire, tient au fait qu'il promeut l'individu en questionnant les normes de l'accumulation.

Sur ce point, nous avons déjà évoqué la contradiction que le *développement des hommes* inscrit dans la rentabilité économique : l'incitation à la croissance des dépenses pour le

*développement des hommes* dans le rapport de production est bien dans la garantie d'une croissance de son efficacité en terme de rentabilité du capital. Elles pourraient à ce titre contribuer à relancer l'accumulation. Mais dans le même temps, leur croissance se traduit par la promotion de formes sociales que le rapport salarial, à partir duquel elles se développent, ne parvient pas à organiser car sa rationalité est de réduire le prélèvement qu'elles réalisent.

Le second aspect concerne le *développement des hommes* comme « frontière » du rapport salarial. L'organisation du *développement des hommes* comme un système de droits individuels transférables se traduit par une nouvelle étape de la socialisation du produit mais également par une « contagion » des modes d'organisation du *développement des hommes* au salaire d'une part et au capital productif d'autre part. La rupture, partielle, du lien de subordination, implique simultanément celle qui relie les conditions de l'accumulation du capital à celle de la reproduction de la force de travail.

Enfin, le dernier aspect relie le *développement des hommes* à la démocratie économique, sujet fortement investi par les économistes (Coutrot 2005, Aglietta & Rebeiroux 2004, Amable & Palombarini 2005, Fleurbaey 2006, Colletis & Paulré 2008, Lordon 2009). Historiquement, le *développement des hommes* a été organisé selon des formes faisant intervenir la démocratie dans l'élaboration des droits en tant que compromis institutionnalisés ou bien dans la gestion de la collecte des fonds et les dépenses attachées au droit. Cette démocratie, que l'on qualifie de paritaire, peut sans doute être améliorée. Mais, dans la crise, le *développement des hommes* renvoie sans doute à une démocratie plus complète, de nature économique comme moyen d'action capable d'articuler une promotion des compétences de l'individu reconnue par des droits transférables, une aptitude productive, individuelle et collective, de partage et de mise en commun de capacités individuelles capables de questionner celle des moyens de production et de l'allocation du produit social.

## Bibliographie

- Aglietta M. (1997) *Régulation et crises du capitalisme*, Opus, Odile Jacob Paris (1<sup>ère</sup> édition : 1976).
- Aglietta M. (1999) "Les transformations du capitalisme contemporain" : 275-292, in : Chavance B., Magnin E., Matamed-Nejad R., Sapir J. (1999) *Capitalisme et Socialisme en perspective*, Paris : La Découverte
- Aglietta M., Brender A. (1984) *Les métamorphose de la société salariale, La France en projet*, Paris : Calmann-Lévy.
- Aglietta M., Rebeiroux A. (2004) *Dérive du capitalisme financier*, Paris : Albin Michel : Economie.
- Amable B., Palombarini S. (2005) *L'économie n'est pas une science morale*, Paris : Raisons d'agir éditions.
- Amossé T. (2002) "25 ans de transformation des mobilités sur le marché du travail", *Données Sociales*, Paris : Insee.
- Asselain J.-C. (2007) "Le projet français d'histoire quantitative : ambitions et résultats", *Economies et Sociétés*, 41(4), AF(36) : 412-449.
- Atkinson T. (2005) *Improvements in the Methodology for Measuring Government Output*, London: Office for National Statistics.
- Billaudot B., Granou, A., Baron, Y. (1979) *Croissance et crise*, Paris : Maspéro.

- Boccard P. (1988-1989) "Théories de la régulation et suraccumulation et dévalorisation du capital", *Issues*, n°32 : 65-126 ; n°33 : 63-143 ; n°34 : 34-108.
- Boccard P. (2002) *Une sécurité d'emploi ou de formation*, Paris : Le temps des cerises : Esprit.
- Boccard P. (2006) "Révolution informationnelle, dépassement du capitalisme et enjeux de civilisation", *Economie et Politique*, n° 626-627, septembre-octobre : 42-48.
- Boyer R. (1978) "Les salaires en longue période", *Economie et Statistique*, n°103 : 27-57.
- Boyer R. (1979) "La crise actuelle : une mise en perspective historique. Quelques réflexions à partir d'une analyse du capitalisme français en longue période", *Critique de l'Economie Politique – Nouvelle Série*, n° 7-8 : 3-113.
- Boyer R. (1986) *La théorie de la régulation. Une analyse critique*, Paris : La Découverte
- Boyer R. (2001) *La flexibilité du travail en Europe*, Paris : La Découverte : Economie critique.
- Boyer R. (2002) "La théorie de la régulation à l'épreuve des années quatre-vingt-dix" : 531-556, in : Boyer R., Saillard Y. (2002) *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris : La Découverte (2<sup>ème</sup> édition).
- Boyer R. (2006) *La flexisécurité danoise, Quels enseignements pour la France ?*, Paris : Rue d'Ulm éditions.
- Cahuc P., Kramarz F. (2004) *De la précarité à la mobilité : vers une sécurité sociale professionnelle*, rapport au Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Paris : Documentation française.
- Carry A. (1999) "Le compte satellite rétrospectif de l'éducation en France (1820-1996)", *Economies et Sociétés*, 33(2-3), HEQ(25) : 7-281.
- Castel R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, L'espace politique, Fayard, Paris.
- Colletis G. (2008) "Financiarisation, mondialisation et nouveau rapport salarial" : 147-169, in : Colletis G., Paulré B. (dir) (2008) *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs et temps*, Paris : Economica.
- Colletis G., Dieuaide P. (2008) "Travail, compétence et nouvelle centralité du rapport salarial" : 99-124, in : Colletis G., Paulré B. (dir) (2008) *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs et temps*, Paris : Economica.
- Colletis G. Paulré B. (dir) (2008) *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs et temps*, Paris : Economica.
- Conseil d'analyse stratégique (2007) *La sécurisation des parcours professionnels*, Colloque, <http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/ACTEScolloque13fevrier07-03-07.pdf>.
- Conseil National de la Résistance (1944) Programme : [http://fr.wikisource.org/wiki/Programme\\_du\\_Conseil\\_national\\_de\\_la\\_R%C3%A9sistance](http://fr.wikisource.org/wiki/Programme_du_Conseil_national_de_la_R%C3%A9sistance)
- Cotis J.-P. (2009) *Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunération en France*, Rapport au Président de la République, mai, Paris : Insee.
- Coutrot T. (2005) *Démocratie contre capitalisme*, Paris : La Dispute.
- Delorme A., André C. (1983) *L'Etat et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France (1870-1980)*, Paris : Seuil.
- Desrosières A. (2003) "Historiciser l'action publique : l'Etat, le marché et les statistiques" : 207-221, in : Laborier P., Trom P. (Ed) (2003) *Historicités de l'action publique*, Paris : PUF.
- Domin J.-P. (1998) *Les dépenses hospitalières entre 1803 et 199. Dynamique hospitalière et cycles longs*, Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université de Paris I.

- De Faria V. (2001) *L'altération des conditions marchandes d'entretien de la population. De la forme salariale à la détermination socialisée des rémunérations. Le cas des agents de la fonction publique d'Etat en France aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Montpellier I, décembre.
- Fleurbaey M. (2006) *Capitalisme ou démocratie ? L'alternative au XXIème siècle*, Paris : Grasset : Nouveau collège philosophique.
- Fontvieille L. (1976) "Evolution et croissance de l'Etat français, 1815-1969", *Economies et Sociétés*, Série AF (13) : 1686-2144.
- Fontvieille L. (1986) "Fluctuations longues et rapports de production", *Issues*, n°25 : 43-94.
- Fontvieille L. (1990) "Education Growth and Long Cycles. The Case of France in the 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> Centuries" : 317-335, in : Tortella G. (édit) (1990) *Education and Economic Development since the Industrial Revolution*, Valencia : Generalitat Valenciana.
- Fontvieille L., Michel S. (2002) "The Transition between Two Social Orders – The Relation of Education and Growth", *Review*, 25(1) : 23-46.
- Foray D. (2004) *Economics of knowledge*, Cambridge Mass. & London : MIT Press.
- Friot B. (1998) *La puissance du salariat*, Paris : La Dispute.
- Gazier B. Schmid G. (dir) (2002) *The Dynamics of Full Employment : Social Integration through Transitional Labour Markets*, Cheltenham (UK) ; Northampton (MA) : Edward Elgar.
- Guillemard A.-M. (2003) *L'âge de l'emploi. Les sociétés à l'épreuve du vieillissement*, Paris : Armand Colin.
- Grevet P. (1976) *Besoins populaires et financement public*, Paris : Editions Sociales.
- Leroy C. (1995) "Les salaires en longue période" : 115-123, in : Boyer R., Saillard Y. (1995) *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris : La Découverte.
- Le Cacheux J. (2000) "Les dangers de la concurrence fiscale et sociale en Europe" : 41-56, in : *Questions européennes*, rapport au Conseil d'Analyse Economique, n°27, Paris : La Documentation Française.
- Lindert P. H. (2004) *Growing Public: Social Spending and Economic Growth since the Eighteenth Century*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Lordon F. (2009) *La crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, Paris : Fayard.
- Lordon F. (2008) "Métaphysique des luttes" : 23-54, in : Lordon (2008) (dir) *Conflits et pouvoir dans les institutions du capitalisme*, Paris : Presses de la fondation des sciences politiques.
- Lojkine J. (1992) *La révolution informationnelle*, Paris : PUF : Sociologie d'aujourd'hui.
- Lorenzi L., Pastré O., Tolédano J. (1980) *La crise du XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris : Economica.
- Marchand O., Thélot C. (1997) *Deux siècles de travail en France (1800-2000)*, Paris : Nathan, Collection Essais et recherches.
- Margirier G. (1994) "Le marché de la formation professionnelle des salariés", *Revue Française d'Economie*, 9(4) : 45-84.
- Marczewski J. (1961) "Histoire quantitative, buts et méthodes", *Cahiers de l'ISEA*, AF (1), juillet.
- Marx K., Engels F. (1846) *L'idéologie allemande*, Paris : Editions sociales.
- Mazier J., Baslé M., Vidal J.-F. (1993) *Quand les crises durent...* Paris : Economica.
- Méhaut Ph. (2006) "Formation tout au long de la vie : une réforme sans Etat ?" : 1-20, Communication au *Colloque Etat et régulation sociale : comment penser la cohérence de l'intervention publique*, UMR CNRS Ces-Matisse, Université de Paris I, 11-13 septembre.

- Michel S. (1999a) *Education et croissance économique en longue période*, Paris : l'Harmattan, Logiques Economiques.
- Michel (1999b) "Concurrence et coopération : le cas du marché dans l'offre de formation" : 328-337, in : Gazier B., Outin J.-L., Audier F. (1999) *L'économie sociale : formes d'organisation et institutions*, Paris : l'Harmattan : Logiques Economiques, tome 2.
- Michel S. (2002) "Formation et croissance économique en longue période : vers une continuité des temps de formation sur le cycle de vie", *Economies et Sociétés*, 36(3-4), F(40) : 533-566.
- Michel S., Vallade D. (2007) « Une Analyse de long terme des dépenses sociales », *Revue de la régulation* [En ligne], n°1 | Juin, URL : <http://regulation.revues.org/index1507.html>
- Michel S., Vallade D. (2009) "The Funding of Social Expenditures and Long-Term Economic Growth: Insights from a Composite Indicator of Historical Human Development. The case of France from the middle of the 19<sup>th</sup> century to the present", The 2009 Economic History Association Meetings: *Human Welfare: Measurement, Analysis and Interpretation*, September 11-13, University of Arizona, Tucson.
- Moulier-Boutang Y. (2008) "Financiarisation et capitalisme cognitif : le sens et les problèmes d'une liaison" : 277-294, in : Colletis G., Paulré B. (dir) (2008) *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs et temps*, Paris : Economica.
- Paulré B. (2008) "Le capitalisme cognitif : une approche schumpétérienne des économies contemporaines" : 23-46, in : Colletis G., Paulré B. (dir) (2008) *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs et temps*, Paris : Economica.
- Razin A., Sadka E. (2005) *The decline of the Welfare State*, Cambridge (MA) : MIT Press.
- Reimat A. (1996) *La dynamique de longue durée du système français de prise en charge de la vieillesse dans sa relation au développement du système socioéconomique*, Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université de Montpellier 1, volumes 1 et 2, novembre.
- Shilling L. (1995) *La dynamique de longue durée du système de soins, une approche par la théorie de la régulation*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Montpellier I, volumes 1 et 2.
- Simmel G. (1912) *Le conflit*, Paris : Circé/Poche, édition 1995
- Saillard Y. (1995) "Le salaire indirect" : 153-160, in : Boyer R., Saillard Y. (1995) *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris : La Découverte : Recherches.
- Sirot S. (2002) *La grève en France. Une histoire sociale (XIXe et XXe siècles)*, Paris : Odile Jacob.
- Supiot A. (1999) *Au-delà de l'emploi, transformation du travail et devenir du droit du travail en Europe : rapport pour la Commission des Communautés européennes*, Paris : Flammarion.
- Toutain J.-C. (1987) "Le produit intérieur brut de la France de 1789 à 1982", *Economies et Sociétés*, 21(5), AF(15) : 49-237.
- Toutain J.-C. (1997) "La croissance française, 1789-1990 : nouvelles estimations", *Economies et Sociétés*, 31(11), HEQ(1) : 5-136.
- Vallade D. (2002) *La dynamique du temps libre : un vecteur de recomposition des temps sociaux. Une analyse économique de longue période, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Montpellier I, décembre.
- Vercellone C. (2008) "La thèse du capitalisme cognitif. Une mise en perspective historique et théorique" : 71-95, in : Colletis G., Paulré B. (dir) (2008) *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs et temps*, Paris : Economica.
- Vercellone C. (2007) "Travail, genre et protection sociale dans la transition au capitalisme cognitif", *European Journal of Economic and Social Systems*, 20 (1) : 15-35.
- Zhaga R., Nankani G., Gill I. (2006) "Repenser la croissance", *Finances et Développement*, 43 (1).